

747 fonctionnaires- cabinetards PAYÉS PAR L'ADMINISTRATION

 Les administrations fédérales, wallonnes, bruxelloises et de la Fédération leur versent plus de 30 millions € de salaire par an

► La fonction publique (fédérale, wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et bruxelloise) constitue un réservoir considérable pour les ministres. Ils y recrutent une grande partie, voire la majorité, des membres de leur cabinet. Logique: lorsqu'un fonctionnaire entre dans un cabinet ministériel, l'administration continue de lui verser son salaire complet. Le cabinetard perçoit en surplus une prime de cabinet. Un fonctionnaire pèse donc nettement moins sur le budget ministériel qu'un travailleur du privé. Financièrement, les ministres ont donc tout intérêt à considérer en priorité la candidature des *détachés*.

PROBLÉMATIQUE ? Certainement. Car leur absence affaiblit l'administration et nécessite souvent de former et payer un remplaçant.

Les différents ministres ne se privent pas d'y avoir recours.

Interrogées par *La DH*, les différentes administrations du pays nous ont livré le nombre de fonctionnaires qu'elles ont détaché dans les cabinets ministériels.

747 fonctionnaires sont ainsi détachés par l'administration fédérale (SPF), wallonne (SPW), de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et du Service public régional de Bruxelles (SPRB).

Le coût, qui correspond au sa-

laire cumulé payé à ces fonctionnaires qui ne travaillent (provisoirement) plus pour l'administration, s'élève, selon nos données, à plus de 30 millions d'euros. Les coûts réels pour l'ensemble du territoire sont encore plus élevés: nous n'avons pas pris en compte dans notre analyse les nombreux fonctionnaires détachés de la Région flamande, ni des villes et communes.

À eux seuls, les 12 SPF dispatchent 343 fonctionnaires dans les cabinets ministériels. En tête de liste, le SPF Finances, avec ses 108 détachés, loin devant les Affaires étrangères (54), et le SPF Intérieur (41).

Jusqu'en juillet, l'administration wallonne détachait, quant à elle, 275 personnes dans les cabinets. Entre-temps, le gouvernement PS-CDH est tombé, et les socialistes ont été remplacés par le MR. Leurs cabinets sont toujours en cours de formation.

L'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles détache en ce qui la concerne 58 fonctionnaires dans des cabinets, pour un coût total de 3,273 millions d'euros en 2017.

Enfin, l'administration bruxelloise (SPRB) détache, selon nos données collectées auprès des

différents ministres bruxellois, 77 fonctionnaires.

Mais pourquoi rejoindre un cabinet, outre le montant de la prime? Cette expérience, qui ne concerne qu'une infime partie des fonctionnaires, est très valorisée au sein de l'administration.

"Le SPF Intérieur compte environ 5.700 fonctionnaires. Les détachés (41) représentent 0.7% de notre personnel", objective Olivier Maerens, porte-parole du SPF Intérieur, qui affirme qu'aucun de ses fonctionnaires n'est remplacé durant son détachement.

"Bien sûr, ça crée un trou dans notre fonctionnement.

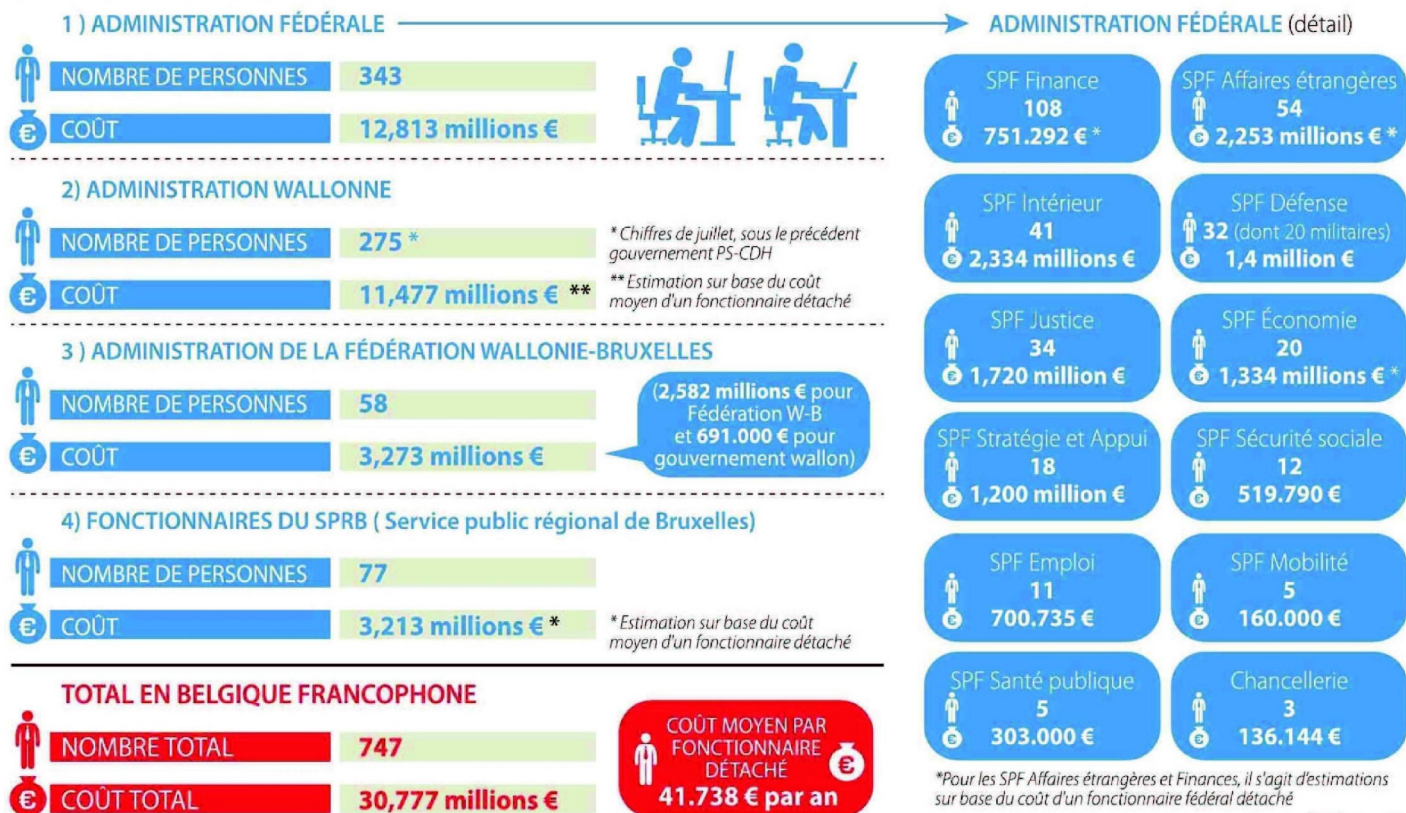
Mais cela a aussi

des avantages: nous remarquons des changements positifs dans le chef des personnes passées par les cabinets.

Elles en reviennent mieux formées, avec des compétences techniques supplémentaires et élargies, plus de maturité et une meilleure compréhension des attentes d'un ministre. Même si à la base, ils reviennent dans leur fonction, avec le même poste et salaire, cela constitue souvent un boost dans leur carrière. Ils sont souvent plus proches que les autres d'une promotion. C'est clairement valorisable."

Adrien de Marneffe

LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DÉTACHÉS



IPM Graphics

Jusqu'à 1.163 euros de prime de cabinet

Les fonctionnaires statutaires bénéficient d'avantages significatifs pour entrer au service d'un ministre. En plus de leur traitement barémique, le ministre leur verse une *prime de cabinet*. Selon le Gerfa, un simple collaborateur perçoit ainsi une prime de 325 à 605 euros par mois, à ajouter à leur salaire de fonctionnaire.

Ce montant dépend de la décision du ministre et du chef de cabinet, qui peuvent moduler l'indemnité. Pour un agent de niveau A ou 1, elle varie entre 465 et 884 euros par mois. Enfin, un chef de cabinet détaché par l'administration perçoit une indemnité de 1.163 euros par mois.

Une fois réintégré dans l'administration, ces fonctionnaires perdent automatiquement cette indemnité.

Par ailleurs, au terme de leur mission dans le cabinet, les membres détachés par l'administration bénéficient de jours de congé supplémentaires. De manière imagée, il s'agit d'une période de *décontamination* ou de quarantaine entre le départ du cabinet et le retour dans l'administration.

CES JOURS sont octroyés en plus des jours de congé légaux et constituent un avantage en nature. Un fonctionnaire-cabinettard a ainsi droit à un jour ouvrable de congé par mois presté au cabinet. Soit 60 jours pour les cinq années de législature. Au terme de ce délai, les fonctionnaires détachés retrouvent le poste qu'ils occupaient avant d'entrer au service du ministre.

AdM

Jusqu'à 26 fonctionnaires détachés par cabinet

▣ Les ministres apprécient souvent le recours aux fonctionnaires dans leur cabinet, notamment pour raisons budgétaires

▶ 158 détachés socialistes sont Eliane Tillieux.

en passe, au terme de leur congé (lire encadré), de retourner occuper leur poste de fonctionnaire. Ils sont les victimes collatérales de l'éviction du PS de la majorité wallonne.

Le MR, qui a entre-temps pris leur place, a annoncé son intention de réduire de 10% le volume de ses cabinets. Les libéraux devraient y parvenir sans effort: l'administration wallonne, notoirement politisée, est très orientée PS et CDH. Le MR peine donc à trouver des fonctionnaires disposés à intégrer ses cabinets... *"C'est un problème, car nous devons débaucher des personnes du privé, ce qui fait exploser nos budgets"*, nous glisse le proche collaborateur d'un ministre libéral.

Au niveau wallon, selon *Le Vif/L'Express*, la proportion de fonctionnaires détachés dans les cabinets wallons atteignait les 65% dans les cabinets de Paul Magnette, Paul Furlan, Pierre-Yves Dermagne, Christophe Lacroix et

Le PS n'a pas ce problème. À titre d'exemple, le cabinet de la ministre Fadila Laanan (PS) compte ainsi 26 fonctionnaires détachés. Elle réalise le plus haut score du gouvernement bruxellois devant Rudy Vervoort (14), et Céline Frémault (14). De son côté, le ministre Pascal Smet (SPA) n'a recours qu'à trois détachés.

AU NIVEAU du gouvernement Fédération Wallonie-Bruxelles, Rachid Madrane (PS) arrive en tête avec 18 détachés, devant Rudy Demotte (PS) et Alda Greoli (CDH), avec chacun 15 détachés, tandis que Marie-Martine Schyns (CDH) n'en emploie que trois.

Parmi ces fonctionnaires qui rejoignent un cabinet ministériel, on trouve quelques poids lourds.

Ainsi, Anne Poutrain, grande figure interne du PS, mais relativement méconnue du public, dispose du statut de directrice adjointe du Crac.

Elle en a été détachée pour occuper des fonctions prestigieuses de chef de cabinet d'Elio Di Rupo, ou encore plus récemment, de Paul Magnette. Son éviction du gouvernement wallon pourrait la voir retourner dans ses fonctions au Crac.

Eric Van Sevenant, détaché

comme directeur de cabinet de Jean-Claude Marcourt, et autre poids lourds du

PS, est quant à lui directeur général de la SWDE.

Autre

nom désormais bien connu: Philippe Buelen, qui a été détaché par la Sogepa auprès de Maxime Prévot, dont il était le chef de cabinet jusqu'à il y a peu. Cet homme très influent, particulièrement habile pour obtenir des subsides et monter des projets financiers, a été auparavant chef de cabinet d'André Antoine.

AdM

“UN SYSTÈME PORTEUR DE DÉRIVE et qui s'auto-alimente”

► Marie Goransson, professeur à l'ULB, est spécialiste du fonctionnement des cabinets ministériels en Belgique

Quelle est votre analyse sur la tendance des ministres à avoir recours à des fonctionnaires détachés dans leur cabinet ?

“C'est très négatif. Car cela désorganise l'administration d'origine du fonctionnaire, où il laisse un trou. Elle est fragilisée. Cela demande alors une réorganisation, car il faut soit mettre quelqu'un à sa place, avec des 'faisant fonction', soit répartir ses tâches entre ses collègues. Par ailleurs, cela met à mal la ligne hiérarchique dans l'administration. Chaque fonctionnaire a un supérieur. Mais lorsqu'il rejoint un cabinet, il est amené, d'une certaine façon, à donner des ordres à ce supérieur.”

Et au niveau financier ?

“Cela coûte cher, c'est une certitude. On peut encore justifier que le SPF Justice détache un fonctionnaire chez le ministre de la Justice. Mais lorsque c'est pour le cabinet du ministre de l'Économie, c'est plus discutable.”

Pourquoi les ministres ont-ils besoin d'un cabinet ?

“Le problème, c'est la méfiance des ministres vis-à-vis de l'administration. Ils se justifient en disant que l'administration est politisée. Mais en

détachant des fonctionnaires dans leur cabinet, ils renforcent encore ce défaut, cette politisation. Car un fonctionnaire qui quitte un cabinet ministériel en ressort identifié politiquement. Et obtient souvent de l'avancement. Il ne faut cependant montrer personne du doigt. C'est plutôt un système qui s'auto-alimente, avec ses effets négatifs. Il est structurellement porteur de dérives.”

Pourquoi ne pas supprimer ces cabinets ?

“Une réforme des cabinets ministériels et de l'administration a eu lieu en 2000, avec le plan Copernic. Mais ce sont les cabinets eux-mêmes qui ont été chargés de négocier leur propre suppression...”

Bref, la réforme a été vidée de sa substance.

“Je pense qu'il faudrait retisser la confiance entre les fonctionnaires et le ministre. Ce dernier devrait travailler directement avec l'administration, comme cela se fait dans d'autres pays (Danemark, Pays-Bas, Grande-Bretagne, etc.). Et ne garder que quelques conseillers spéciaux à son service et, par exemple, un porte-parole.”

AdM